

Pour le Burundi, la sortie de l'Afrique du Sud de la CPI devrait en précéder d'autres

@rib News, 22/10/2016 - Source AFP Le Burundi a estimé que la décision vendredi de l'Afrique du Sud de l'imiter et de se retirer de la Cour pénale internationale devrait inciter d'autres pays africains à faire de même, la CPI n'étant "pas populaire" sur le continent. "Le Burundi n'est pas seul sur cette voie du retrait de la CPI, l'Afrique du Sud a suivi et on va voir ce qui va se passer pendant les mois qui viennent", a déclaré le ministre burundais des Affaires étrangères, Alain-Aymé Nyamitwe (photo).

La décision de l'Afrique du Sud vient démontrer que "la démarche du Burundi n'est pas solitaire, mais qu'il s'agit plutôt d'une démarche solidaire". "Le Burundi a été le premier à franchir le pas, car il s'agit pour nous de répondre à une demande de la population burundaise", a-t-il expliqué. "Mais il est important de noter que c'est une démarche collective, car la CPI n'est pas populaire en Afrique et il faut avoir le courage de le lui rappeler." L'Afrique du Sud a annoncé vendredi avoir envoyé une lettre au secrétaire général de l'ONU l'avertissant qu'elle se retirait de la CPI. L'ONU a confirmé avoir reçu cette lettre et, conformément à la procédure, cette décision prendra effet dans un an à compter de la date de réception. Ce faisant, Pretoria a imité le Burundi, dont le président, Pierre Nkurunziza, a promulgué mardi la loi prévoyant que son pays, plongé dans une grave crise politique qui a fait plus de 500 morts, se retire de la Cour. M. Nyamitwe a précisé que la lettre adressée à l'ONU pour officialiser la décision du Burundi était déjà partie, et que le processus de sortie de la CPI devrait donc s'enclencher dans les prochains jours. "Le continent africain est celui qui compte le plus de pays parties, mais on sait comment les pays ont adhéré. C'était sous d'énormes pressions, alors que des pays puissants qui l'avaient négocié ne l'ont pas signé, ce qui montre que dès le départ la CPI visait l'Afrique", a-t-il estimé. "Nous n'avons pas dit que nous sommes pour l'impunité, ce que nous disons c'est que si justice il y a, elle doit être impartiale et pas teintée de colonialisme". Basée à La Haye, la CPI est le premier tribunal international permanent chargé de poursuivre les auteurs présumés de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Depuis son entrée en fonction en 2003, ses magistrats ont ouvert dix enquêtes, dont neuf dans des pays africains. Ses cibles lui ont valu de nombreuses critiques sur le continent, notamment celles de l'Union africaine (UA) qui a vu dans ce parti pris une "sorte de chasse raciale".